

**Délibération n° 2021-04-08/29**

**Objet : Recrutement de vacataires pour les manifestations taurines pendant la période des festivités (exercice 2021)**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 08 AVRIL 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi huit avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi deux avril 2021, s'est réuni à 9 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 24**

**Secrétaire de séance : Laurie BELTRA**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

**Absents représentés :** Olivier BOUDET *pouvoir à* Christiane PISTRE - Pascale MARCHAL *pouvoir à* Laurie BELTRA - Benoît DELTOUR *pouvoir à* Marc PELLET - Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Laurent CHAMARD-BOIS

**Absent excusé :** Romain CASAS-MATEU

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

***Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :***

Les animations de la Commune imposent d'avoir recours à 3 guichetiers, 2 médecins, 5 animateurs de course et leurs assesseurs, 3 portiers chargés d'arènes pour les manifestations taurines organisées pendant l'année.

Les interventions présenteront un caractère ponctuel, discontinu, sans aucune régularité. Elles seront précédées de l'envoi d'une lettre de mission.

Le Maire propose au Conseil municipal de rémunérer ces interventions à la vacation et de délibérer sur le montant qui sera alloué à l'agent lors de ces interventions en qualité de vacataire dans les services de la collectivité, comme suit :

- Préposés chargés de la billetterie des arènes : 70,00 € brut par personne et par spectacle, charges sociales en sus,
- Portiers chargés d'arènes : 140,00 € brut par personne et par spectacle, charges sociales en sus,
- Médecin agréé de la Fédération Française des Courses Camarguaises : 240,00 € brut par manifestation, charges sociales en sus,
- animateur de course : 250,00 € brut par manifestation, charges sociales en sus.
- Assesseur : 140,00 € brut par manifestation, charges sociales en sus.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- A signer tout document relatif à ces vacations.
- A inscrire les dépenses au budget de la commune 2021.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 21 voix.

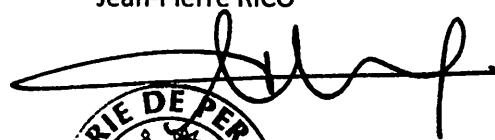

Pour : 21

Contre : 3 (L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)

Abstention : 4 (P. Cattin-Vidal - V. Chireux - L. Chamard-Bois - I. Gianiel)

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 8 avril 2021  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO

*Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.*